Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État¹

Citons un extrait du résumé publié par la revue

« Au premier tour, les choix électoraux varient sensiblement selon la catégorie ou le métier. La fonction publique apparaît éclatée en différents univers socio-politiques assez éloignés les uns des autres, notamment sous l'effet du niveau de diplôme. D'autre part, le vote en faveur de l'extrême droite a beaucoup progressé. »

et un élément de la conclusion *« le mythe du fonctionnaire de gauche investi d'une mission de réforme sociale en sort sérieusement écorné ».*

La période récente a doublement mis en cause les fonctionnaires. *« Point de contact entre l'action publique et la misère sociale »*, ils vivent un décalage entre le travail au quotidien et les campagnes en faveur de la réduction des effectifs ; à l'exception de celui du front de gauche, tous les candidats en 2012 en appelaient à la réduction ou à la stabilisation des effectifs de la Fonction publique.

Entre avril 2012 et avril 2013, 13 % des fonctionnaires et 16 % des agents des entreprises publiques ont exercé leur droit de retrait ; 12 % des salariés du privé en CDI et 11 % des CDD². Les fonctionnaires sont 36 % de ceux qui l'ont exercé en évoquant une agression. La dégradation apparaît nettement dans la relation aux usagers.

L'analyse du vote³ ne peut se limiter à celle du choix partisan. La donnée historique de l'ancrage à gauche des fonctionnaires est bousculée depuis 2002 par l'éclatement de l'électorat au profit de candidats centristes ou extrémistes. Il apparaît ainsi significatif que le Front national défende le renforcement de la Fonction publique. Pour l'auteur, *« l'appareil d'État de 2012 est miné à sa base par le désengagement d'une partie de ses agents et le rejet de la culture républicaine ».*

Au deuxième tour, un vote de rejet de Nicolas Sarkozy

Le vote des fonctionnaires au deuxième tour s'avère très favorable à F Hollande : 64 % dans la FPE, 58 % dans la FPH et 60 % dans la FPT, mais le premier tour donne une image beaucoup plus nuancée : le vote centriste ou de droite n'est pas négligeable (35 % chez les cadres du public, 39 % chez les enseignants du second degré, 49 % chez les policiers et militaires) et le vote pour Marine Le Pen atteint « un sommet historique » aussi bien chez les employés que chez les cadres du public. Si le niveau du vote pour la droite modérée a baissé entre 2007 et 2012, celui de l'extrême droite s'est en revanche accru.

Scores de l'extrême droite 2007 et 2012 (en%)

Cadres du public		Enseignants		Professions intermédiaires du public		Employés du public		Cadres du privé	
2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012	2007	2012
6	11	3	5	6	10	17	23	5	9

¹ Article de Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS, Sciences Po-cevipof dans la revue française d'administration publique n°146, 2013

article disponible en ligne <http://www.cairn.info>

² Chiffres de la DARES (2013) cités dans l'article.

³ Le présent article porte sur le vote à l'élection présidentielle, à partir de la vague 12 de l'enquête Présidoscopie 2012 du Cevipof, réalisée après les élections législatives de juin.

Vote en faveur de l'extrême droite par versant au premier tour de l'élection présidentielle de 2012

FPE	FPH	FPT	Entreprises publiques	Salariés du privé
16 %	19 %	17 %	22 %	17 %

Ainsi entre 2007 et 2012, au premier tour de l'élection présidentielle, la droite recule chez les cadres, mais peu chez les enseignants, F Bayrou recule chez les enseignants (de 22 % à 13%), la gauche progresse parmi les professions intermédiaires, l'extrême gauche ne progresse que chez les plus diplômés, et l'extrême droite progresse partout.

Le vote au deuxième tour pour F Hollande est marqué par un excellent report de voix (y compris parmi les abstentionnistes du premier tour et Hollande recueille au deuxième tour environ un quart des votes des agents publics qui ont voté Le Pen au premier tour). Ce vote est justifié par la volonté de « barrer la route à N Sarkozy » par 39 % des enseignants et 45 % des agents de catégorie C (FPE : 43 % ; FPH : 48 % ; FPT : 31%).

Le suivi des votes à l'élection présidentielle depuis 1988 montre que les fonctionnaires représentent de moins en moins un « bastion de gauche ».

Le vote en faveur de la gauche passe de 62 % en 1988 à 31 % en 2007 chez les agents n'ayant pas dépassé le baccalauréat ; dans le même temps le vote en faveur de l'extrême gauche augmente (25 % en 2002 et 17 % en 2012) et le vote en faveur de l'extrême droite atteint 30 % en 2012. Parmi ceux qui ont fait des études, le vote en faveur de la gauche recule aussi de 50 % en 1988 à 44 % en 2012.

- ➔ Ainsi, les élections de 2002 et 2007 sont marquées par l'émergence d'une gauche plus revendicatrice que le PS et l'émergence d'un vote centriste et 2012 par la vague de l'extrême droite.

Une évolution qui n'épargne pas le monde enseignant.

Chez les professeurs du second degré, l'ensemble gauche et extrême gauche connaît un véritable « tassement »,

Vote en faveur de la gauche et de l'extrême gauche confondues

En %	1988	1995	2002	2007	2012
Profs second degré	75	74	69	60	56
Instit et PE	66	65	80	52	67

- ➔ Le vote des fonctionnaires semble s'insérer dans un calcul utilitariste, variable en fonction des intérêts professionnels ou personnels. Les facteurs de choix électoral sont par ordre décroissant, comme chez les autres salariés, la pratique religieuse, le niveau de patrimoine, le type de métier exercé, le niveau de diplôme, la taille de l'agglomération de résidence, le type de fonction publique.

Une « véritable fracture »

L'intérêt pour la vie politique révèle pour l'auteur une « véritable fracture » entre le monde des agents d'exécution et les cadres. L'écart se construit autour du niveau de diplôme.

Si l'on totalise le vote d'extrême droite et l'abstention afin d'évaluer une attitude protestataire, on observe des écarts croissants entre agents non diplômés et diplômés : 1,5 point en 2002 à 14,5 en

2007 puis 18 en 2012. L'auteur avance deux types d'explication : la multiplication des tensions au travail (et les agents publics « modestes » dénoncent de manière croissante l'immigration) et la perte de confiance dans les élus. Il souligne également le sentiment de déclassement social. Les ressorts du vote Front national dans la Fonction publique apparaissent être les mêmes que ceux qui existent chez les salariés du secteur privé.

En 2012, répondent favorablement parmi les agents de la Fonction publique selon le niveau de diplômes

	Sans diplôme	diplômés
Il y a trop d'immigrés	67 % (61 % en 2002)	45 % (28 % en 2002)
Il faut diviser par 2 le nombre d'immigrés en situation légale	75 %	50 %
Ont une bonne perception de l'islam	18 % (27 % en 2007)	22 % (53 % en 2007)
Les hommes politiques s'intéressent à ce que vous pensez	18 %	35 %
L'État n'est conduit que dans l'intérêt de quelques uns	60 %	62 %
L'État gaspille l'argent des contribuables	87 %	77 %
S'en sortent difficilement ou très difficilement avec le revenu du ménage	60 %	47 %

Conclusion de l'auteur de l'étude : le « travail public » devient lui-même problématique et depuis 2002, les évolutions en œuvre mettent en cause l'unité du service public parce qu'elles favorisent à la fois la précarité des agents les moins diplômés et la recherche par les plus diplômés d'avantages personnels ou corporatifs.

Conclusion de la rédactrice de la note

Au moment où nous analysons les résultats des élections professionnelles, cette étude peut participer à la compréhension de phénomènes que nos organisations n'ont sans doute que peu perçus, notamment parce que nous ne rencontrons qu'une partie des personnels.

Il sera nécessaire, dans un deuxième temps -dans la préparation du congrès en particulier, de dégager des orientations pour notre action. Soyons soucieux de transcrire les pistes élaborées dans nos débats afin de partager le plus possible une indispensable réflexion.

Anne FERAY
22 janvier 2015